

PRISE DE PAROLE INTERSYNDICALE CGT-FSU-SOLIDAIRES

17 SEPTEMBRE 2020

Bonjour à vous toutes et tous.

Si chaque rentrée sociale est particulière, celle-ci est pour le moins inédite avec cette crise sanitaire qui perdure.

Nous sommes confrontés à un virus qui n'en finit pas de rebondir, remettant la pression sur notre système de santé, grippant à nouveau les liens sociaux.

Nous sommes confrontés à une crise économique qui s'installe et fait peser de lourdes menaces sur la vie de centaines de milliers de citoyennes et citoyens, salarié.es, privé.es d'emplois, précaires, retraité.es, jeunes.

Nous sommes confrontés, mais ce n'est pas nouveau, à un gouvernement enfermé dans des choix idéologiques ou incapable d'imaginer d'autres solutions, qui, au prétexte de relance, multiplie les cadeaux au patronat et les mesures sociales régressives.

Nous sommes confrontés à de grands groupes et leurs actionnaires qui se frottent les mains, trop heureux de cette aubaine, de ces milliards sans contrepartie que ce plan leur promet, et qui multiplient les annonces de restructurations et de délocalisations.

Car ce plan de relance de 100 milliards d'euros, annoncé en grande pompe et tralala, ne s'adresse qu'aux entreprises ! Elles pourront notamment bénéficier d'une exonération d'impôts de production à hauteur de 10 milliards d'euros par an et cela bien sûr sans aucune condition ni contrepartie ! À contrario, les demandeurs d'emploi et les bénéficiaires des minima sociaux, eux, sont soumis à des contrôles, toujours plus sévères, et présentés trop souvent comme des profiteurs.

Si le gouvernement dépense sans compter pour relancer la machine à produire des profits, aucune mesure n'a été prise pour les milliers de travailleurs et travailleuses victimes de délocalisations et plans de licenciements. Les salarié.es d'Alinéa se reconnaîtront... Que va-t-il se passer pour les milliers de travailleurs et travailleuses qui vont se retrouver sans emploi ?

Le président Macron n'avait-il pas promis, pendant le confinement, un changement de cap et des jours heureux ? Qu'en est-il de la reconnaissance de ces travailleuses et travailleurs, les premiers de corvée qui ont continué à faire le boulot pendant le confinement, à qui le gouvernement rendait hommage ? Bah ils sont toujours payés et mal traités comme avant. Ne parlons pas non plus du Ségur de la santé, véritable mascarade qui aura accouché d'une souris. Les suppressions de lits sont toujours prévues dans le secteur hospitalier. Et ce n'est pas les primes Covid, ni la substantielle augmentation de salaire pour une partie des personnels de la santé et de l'action sociale qui fera taire la grogne.

Et le double discours de ce même gouvernement qui alarme régulièrement sur la circulation exponentielle du virus et le risque d'un nouveau pic de l'épidémie, et de

l'autre a remis au boulot les personnes vulnérables depuis le 1^{er} septembre sans réelles mesures pour les protéger ?

Il est clair que nous avons urgemment besoin d'une rupture par rapport à toutes ces politiques gouvernementales qui constituent à réduire les droits des salariés, geler les salaires, casser les services publics, casser l'industrie, et j'en passe, la liste est trop longue. Car en, dépit de la crise économique et sanitaire, le gouvernement continue sa destruction des services publics et de notre système social, mettant en œuvre une série de mesures régressives dans l'intérêt du patronat et des plus riches.

Cette aspiration à changer de logique, à vivre dans une société plus juste, plus durable, plus solidaire est de plus en plus largement partagée.

La priorité doit être donnée à la préservation et à la création en nombre d'emplois stables et qualifiés, à la sortie de la précarité en particulier des jeunes travailleurs et travailleuses, des étudiants.

Cela passe par une véritable hausse des salaires ; par la réduction du temps de travail sans perte de salaire ; par le développement des services publics et des industries utiles à la population, en respectant la planète et les conditions de travail.

Sans l'intervention de nous toutes et tous, nous pouvons en être sûr.es, Macron ne renoncera à rien dans son entreprise pour et par les riches, et ce qu'elle que soit la situation sociale et sanitaire.

Nous sommes à la croisée des chemins : d'autres choix sont nécessaires, urgent et possibles !